



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Irlande

Une publication du SE de Dublin
4^e trimestre 2025

A la une

LE CHIFFRE A RETENIR

97 Mds EUR

*Le montant de recettes
fiscales récoltées par le
gouvernement irlandais fin
novembre 2025 (+8,2% en
g.a.)*

Les résultats économiques de cette fin d'année 2025 confirment la robustesse structurelle de l'économie irlandaise, tout en mettant en lumière des fragilités de plus en plus visibles – la première d'entre elles étant la dépendance de l'économie irlandaise aux investissements étrangers. Si la croissance annuelle, portée par l'activité des entreprises multinationales, reste soutenue, les indicateurs conjoncturels témoignent d'un ralentissement progressif de l'activité domestique, d'une normalisation du commerce extérieur et d'un essoufflement du marché du travail après plusieurs années de surchauffe. Dans le même temps, les finances publiques demeurent excédentaires et continuent de bénéficier de recettes fiscales exceptionnelles, fortement concentrées sur l'impôt sur les sociétés, ce qui accentue la dépendance budgétaire à un nombre limité de grands groupes multinationaux, principalement américains.

À l'approche de la **présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne** (S2 2026), l'exécutif cherche ainsi à maintenir un niveau élevé d'attractivité pour l'investissement étranger tout en cherchant à répondre aux défis structurels auxquels l'Irlande est confrontée : un déficit structurel d'offre de logements estimé à plusieurs dizaines de milliers d'unités par an, des retards accumulés dans les infrastructures de transport et d'eau, et des tensions croissantes sur la disponibilité de la main-d'œuvre, en particulier dans le BTP et les projets publics.

TABLEAU DE BORD

**Croissance du PIB
(T3 2025 g.a.) :**
+10,8%

**Croissance de la
*Modified Final Domestic
Demand* (T3 2025 en
g.a.) :**
+5,1%

**Inflation (HICP)
(Novembre 2025 g.a.) :**
+3,1%

**Taux de chômage
(Novembre 2025) :**
4,9%

**Indice annuel des prix
d'accès à la propriété
(Septembre 2025 g.a.) :**
+5,3% (Dublin)
+9,4% (hors Dublin)

**Volume des ventes de
détail (Octobre 2025
g.a.):**
+2,1%

Croissance et activité économique

Le rythme de croissance ralentit au troisième trimestre 2025.

L'économie irlandaise a montré un ralentissement de son rythme de croissance au T3 2025 par rapport à la première moitié de l'année (-0,3% en glissement trimestriel). Pour autant, d'après les dernières estimations de l'Institut national de statistiques (CSO), **le PIB a augmenté de 10,5% en glissement annuel**. Par ailleurs, la demande nationale modifiée (**Modified Domestic Demand**, « MDD »), qui mesure l'activité domestique réelle, a progressé de **5,1% en glissement annuel au T3 2025**, soutenue notamment par la consommation personnelle (+2,9% en g.a.) et la progression de la formation brute de capital fixe modifiée (+14,7% en g.a.).

L'Economic and Social Research Institute anticipe une normalisation de la croissance à moyen-terme.

Dans son rapport de fin d'année, l'ESRI estime que l'économie irlandaise pourrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen de 2,3% (revenu national brut modifié, **GNI***) jusqu'en 2030, soutenu par la consommation, l'investissement domestique et le dynamisme du marché de l'emploi. L'Institut insiste toutefois sur la vulnérabilité de l'économie irlandaise aux chocs externes, en raison de sa forte dépendance aux entreprises multinationales, tant en matière de valeur ajoutée que de recettes fiscales. L'ESRI identifie en particulier les **tensions commerciales internationales**, notamment liées à la politique tarifaire américaine, et la **concentration des recettes d'impôt sur les sociétés**, comme des facteurs de risque susceptibles de peser sur l'activité domestique et les finances publiques à moyen terme.

L'Irlande détient le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne.

Selon les données d'Eurostat, l'Irlande a enregistré le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne en 2023, mesuré en standards de pouvoir d'achat (SPA). Les niveaux les plus élevés sont observés dans la région de Dublin (139 500 SPA) et dans la région du Sud-Ouest (137 300 SPA). À titre de comparaison, la moyenne de l'Union européenne s'établit à 38 100 SPA.

Finances publiques

Fin novembre 2025, le gouvernement irlandais a récolté 97 Mds EUR de recettes fiscales (+8,2% en g.a.).

Cette dynamique est principalement portée par les **recettes d'impôt sur les sociétés (IS), qui atteignent 29,4 Mds EUR** (+14,9% en g.a.), et qui sont principalement générées par les multinationales américaines. Les **recettes de TVA s'élèvent à 22,5 Mds EUR** (+5%), tandis que les **recettes d'impôt sur le revenu (IR) atteignent 33,7 Mds EUR** (+4,6%). Selon le gouvernement irlandais, **l'excédent structurel s'élevait à 7,1 Mds EUR** à fin novembre 2025.

L'Irlande avait le ratio impôts/PIB le plus bas de l'UE en 2024.

Selon Eurostat, en 2024, le ratio global impôts/PIB (recettes fiscales et cotisations sociales par rapport au PIB) était de 40,4% dans l'UE, contre 39,9% en 2023. L'Irlande, en revanche, enregistrait un **taux de 22,4% en 2024**, le plus faible avec la Roumanie et Malte. Ce chiffre reflète la part relativement faible du revenu national consacrée aux recettes publiques via les impôts et les cotisations sociales. Des pays comme le Danemark (45,8%) et la France (45,3%) affichent les ratios les plus élevés.

L'Irlande s'engage à un financement de 15,2 M EUR pour soutenir la finance verte.

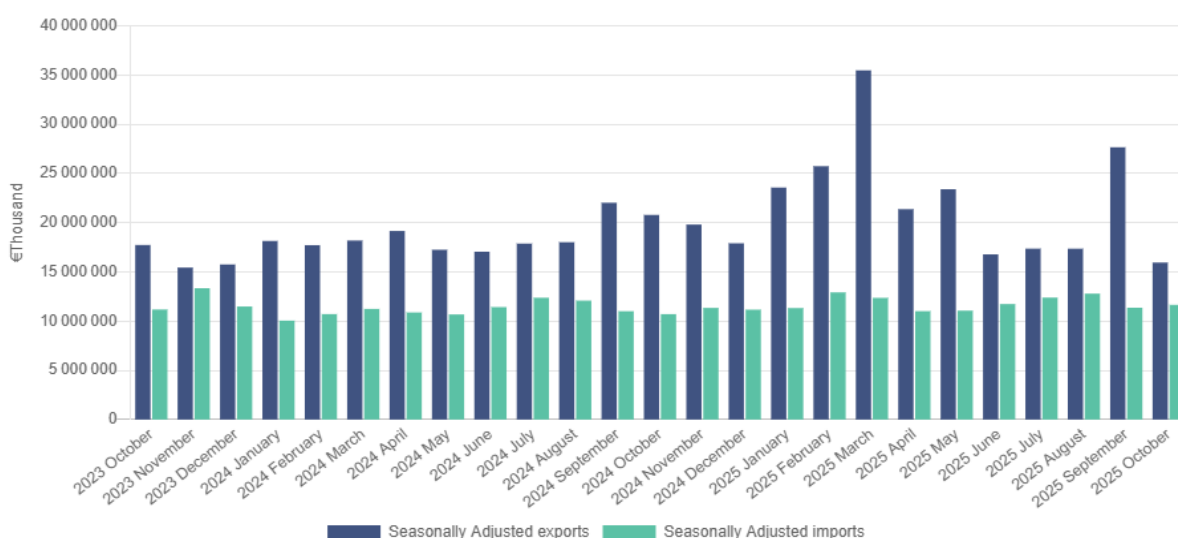
Lors de la COP30 à Belém, le ministre irlandais du Climat, de l'Energie et de l'Environnement, Darragh O'Brien, a annoncé un **financement de 15,2 M EUR destiné à des partenaires internationaux de la finance climatique**. En 2026, l'Irlande va consacrer 10 M EUR au Fonds d'adaptation, soit une augmentation de plus de 60% par rapport à 2025, renforçant son soutien aux pays en développement dans leurs projets d'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, 2,5 M EUR iront au *NDC Partnership*, 1,5 M au *Climate and Clean Air Coalition (CCAC)* et 1,2 M à l'*Initiative for Climate Action Transparency (ICAT)*, soutenant respectivement la mise en œuvre des engagements climatiques, la réduction rapide des polluants climatiques et le suivi des actions climatiques.

Commerce international et investissement

Les exportations de biens restent dynamiques en 2025 malgré une forte volatilité en fin d'année.

Selon le CSO, les exportations irlandaises de biens ont fortement progressé sur les dix premiers mois de 2025. **Entre janvier et octobre, elles ont atteint 228,5 Mds EUR**, en hausse de 22,0% en glissement annuel par rapport à la même période de 2024, confirmant le caractère exceptionnel du début d'année. Cette performance est largement portée par les **produits médicaux et pharmaceutiques**, qui représentent **55% de la valeur totale des exportations de biens sur la période**, ainsi que par les **exportations à destination des États-Unis**, qui concentrent 45,7% des flux. Toutefois, les données les plus récentes illustrent une normalisation marquée en fin d'année. En octobre 2025, la **valeur des exportations de biens a reculé de -21,6%** en glissement annuel, à 16,6 Mds EUR, sous l'effet d'une forte baisse des exportations de produits médicaux et pharmaceutiques (-36,2% en g.a.).

Figure 1 Goods Exports and Imports October 2025 Seasonally Adjusted



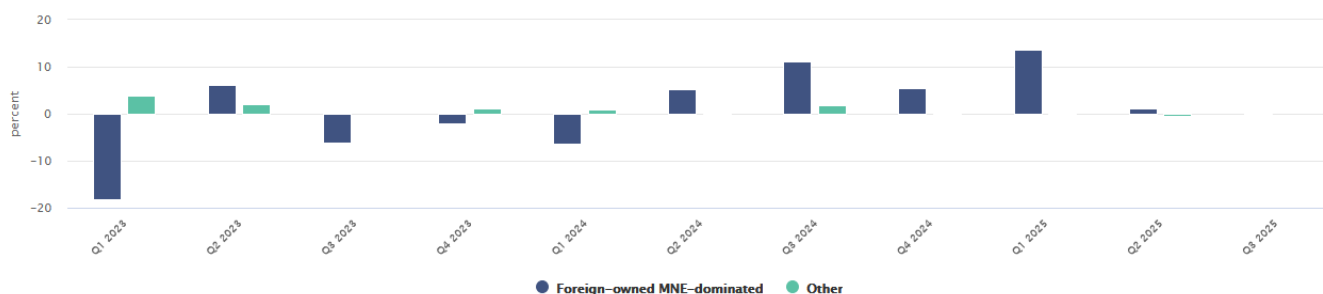
Les flux d'investissements directs étrangers se replient après plusieurs années exceptionnelles.

Selon le CSO, l'investissement direct étranger en Irlande a diminué de **97,4 Mds EUR en 2024, pour s'établir à 1 089 Mds EUR en fin d'année**. Ce recul s'explique principalement par la baisse des investissements en provenance des États-Unis (-106 Mds EUR), partiellement compensée par une hausse des investissements en provenance d'Europe (+30,1 Mds EUR). La contraction de l'IDE entrant concerne à la fois le secteur des services (-57,4 Mds EUR) et l'industrie manufacturière (-40,6 Mds EUR), illustrant une normalisation des flux après les niveaux exceptionnellement élevés observés ces dernières années. A titre de comparaison, le stock d'IDE en Irlande avait atteint un **niveau record de 1 187 Mds EUR à la fin de l'année 2023**. En parallèle, l'investissement direct des entreprises irlandaises à l'étranger a progressé de 35,7 Mds EUR en 2024, principalement en direction de l'Europe.

Les secteurs dominés par les multinationales concentrent plus de la moitié de la valeur ajoutée de l'économie irlandaise.

Selon les comptes nationaux trimestriels du CSO, la valeur ajoutée brute (GVA) des secteurs dominés par les entreprises multinationales étrangères (en particulier, les NTIC) a progressé de +0,2% au T3 2025, tandis que celle des secteurs non dominés par les multinationales a reculé de -0,1%. Les secteurs dominés par les multinationales représentent 53% de la valeur ajoutée totale de l'économie irlandaise au T3, illustrant le poids central des investissements des firmes multinationales dans la dynamique économique du pays.

Figure 6.1 Quarterly Growth Rate of Foreign-owned MNE dominated sector



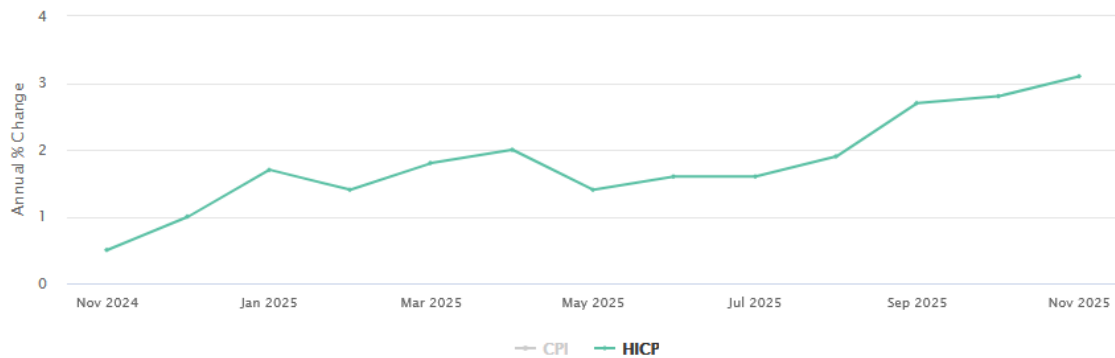
Source: CSO Ireland

Inflation, consommation et épargne

L'inflation progresse et atteint son plus haut niveau depuis mars 2024.

L'inflation a augmenté de **3,1% en glissement annuel en novembre 2025**, en hausse par rapport à octobre 2025 (2,8%), atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis début 2024. Les hausses annuelles les plus marquées concernent les postes de l'éducation – principalement sous l'effet de l'augmentation des coûts de l'enseignement supérieur (+8,9% en g.a.) – de l'habillement et des chaussures (+4,4%), de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+4,3%) ainsi que des restaurants et hôtels (+3,6%).

Figure 1: CPI/HICP - All Items Annual Percentage Change



Source: CSO Ireland

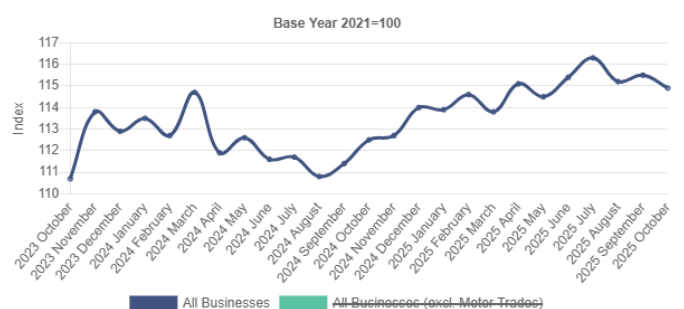
La hausse des revenus encourage le retour de la consommation.

Les revenus du travail continuent d'augmenter en Irlande, contribuant à amortir le ralentissement de la consommation des ménages. Au T3 2025, **le salaire hebdomadaire moyen s'élevait à 1 003,81 EUR** (+4,9% en g.a.), tandis que **le salaire horaire moyen atteignait 30,48 EUR/h** (+4,3%). Le nombre moyen d'heures hebdomadaires rémunérées progressait également légèrement, à 32,9 heures (+0,6% en ga), soutenant le revenu global des ménages. Dans ce contexte, **la consommation demeure globalement résiliente sur un an, mais montre des signes de modération** à court terme. Selon le CSO, le volume des ventes au détail a reculé de -0,5% en octobre 2025 par rapport au mois précédent, après correction des variations saisonnières. En glissement annuel, les volumes restent toutefois en hausse de +2,1% par rapport à octobre 2024, mais à un rythme plus modéré. En cette fin d'année, les consommateurs, conscients de la hausse de l'inflation et du contexte économique mondial incertain, sont plus prudents dans leurs dépenses.

Figure 1: Average Weekly Earnings from Q3 2020 to Q3 2025



Figure 1: Seasonally Adjusted Volume Indices for All Businesses and All Businesses (excl. Motor Trades), October 2023 - October 2025



© Central Statistics Office, Ireland

Marché du travail

Le taux de chômage progresse en glissement annuel en 2025.

En novembre 2025, le **taux de chômage saisonnier s'établissait à 4,9%**, contre 4,2% en novembre 2024 (+0,7% en ga). Le **nombre de personnes au chômage âgées de 15 à 74 ans atteignait 144 400 en novembre 2025**, en **augmentation de 23 200 personnes** sur un an. Par sexe, le taux de chômage des hommes s'élevait à 4,9% en novembre 2025 (contre

4,5% un an plus tôt), tandis que celui des femmes atteignait 5,0%, en nette hausse en glissement annuel par rapport à novembre 2024 (3,9%). Le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans demeurait élevé à 13,4%, tandis que le taux de chômage des 25-74 ans s'établissait à 3,7%. Parallèlement, **le marché de l'emploi montre des signes de normalisation après plusieurs années de forte tension**. Le nombre de personnes en emploi s'élevait à 2,83 millions au T3 2025, en hausse de 30 600 personnes en glissement annuel (+1,1%). Toutefois, le taux d'emploi des 15-64 ans a reculé à 74,7%, contre 75,3% un an plus tôt, marquant la première baisse annuelle depuis début 2021.

Près d'un tiers des médecins irlandais nouvellement diplômés s'expatrient à l'étranger.

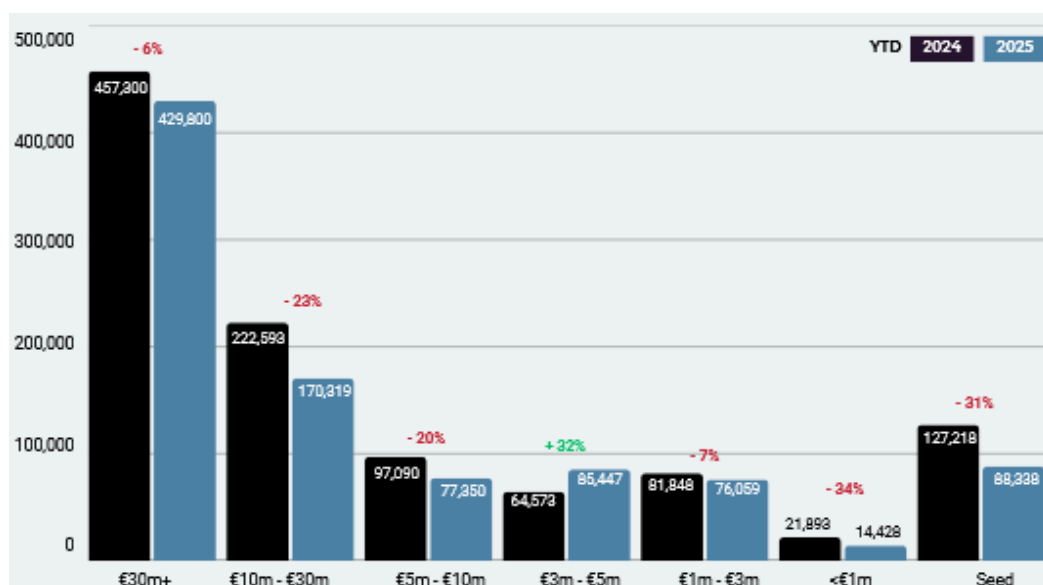
Selon le CSO, près d'un tiers des médecins diplômés des universités irlandaises en 2012 ont quitté le pays dans les dix ans suivant la fin de leurs études, et moins de 40% sont revenus. Le phénomène est encore plus marqué chez les infirmiers et les sage-femmes (37% sont partis), même si leur taux de retour atteint 62%. Cette mobilité s'effectue surtout vers l'Australie et le Moyen-Orient et accentue la dépendance du système de santé aux praticiens formés à l'étranger (jusqu'à la moitié des effectifs dans certains services).

Finance

Le capital-risque en Irlande rebondit partiellement au troisième trimestre.

Selon l'enquête Venture Pulse publiée par l'Irish Venture Capital Association (IVCA), **les levées de fonds en capital-risque des PME technologiques irlandaises ont atteint 207,9 M EUR au T3 2025** (+8% en g.a.), après un deuxième trimestre particulièrement difficile (112,6 M EUR, plus bas niveau en dix ans). Sur les neuf premiers mois de l'année, elles totalisent néanmoins 853,4 M EUR (-10% en g.a.), avec un recul des transactions de 153 à 135. En outre, **les financements d'amorçage et les levées de fonds inférieures à 1 M EUR restent en net recul** (-30% en g.a. à 23,4 M EUR), malgré le déploiement en cours du paquet d'aides publiques de 250 M EUR pour le financement des jeunes entreprises sur la période 2025-2029. Le secteur des sciences demeure le principal bénéficiaire des levées de fonds en 2025, avec 361,6 M EUR collectés depuis janvier (42% du total).

*Evolution comparative des transactions en capital-risque entre le cumul 2024 et le cumul 2025
(Source : Venture Pulse Q3 2025, [IVCA](#))*



Industrie, numérique et innovation

L'Irlande va investir 170 M EUR dans les programmes de l'Agence spatiale européenne au cours des 5 prochaines années.

Annoncé par le ministre chargé de l'emploi, des PME et du commerce de détail, Alan Dillon, fin novembre, ce paquet d'investissements ouvre la voie aux entreprises et instituts irlandais pour soutenir les projets de l'Agence spatiale européenne (European Space Agency, ESA) dans des domaines tels que **l'observation de la Terre, les communications sécurisées, les systèmes de navigation, le transport spatial et l'exploration humaine et robotique**. La contribution de l'Irlande aux programmes spatiaux européens est en pleine expansion : les entreprises irlandaises ont obtenu **24 M EUR de contrats avec l'ESA en 2024**, contre 9,9 M EUR en 2023. Cette dynamique s'est poursuivie en 2025 avec la création de **l'ESA Phi-Lab Ireland**, qui aide les entreprises irlandaises à développer du matériel de nouvelle génération pour l'espace.

L'Irlande rejoint officiellement le CERN.

L'Irlande devient officiellement membre associé de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), pour un coût annuel d'environ 1,9 M EUR. Ce statut ouvre un accès élargi aux programmes scientifiques, aux postes, bourses et formations techniques du laboratoire européen, ainsi qu'aux marchés publics du CERN.

Co-financé par l'UE, le développement de la première AI Factory irlandaise s'effectuera en partenariat avec ses homologues française et luxembourgeoise.

Porté par ICHEC (Centre irlandais pour le calcul haute performance) et le ministère irlandais de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation et des Sciences, le projet de création d'une antenne AI Factory en Irlande **sera co-financé par l'UE à hauteur de 5 M EUR, à quoi s'ajoutent 5 M EUR supplémentaires déployés par l'Etat irlandais**. Cette antenne prendra notamment la forme d'une **infrastructure de calcul haute performance (HPC)** et regroupera des experts techniques pour soutenir le **développement et l'optimisation de solutions IA**. Des programmes de formations assureront également le développement des talents. L'antenne irlandaise s'associera aux AI Factories française (GENCI) et luxembourgeoise afin de donner accès à l'un des supercalculateurs exascale (performance extrême) de classe mondiale en Europe. Ce partenariat stratégique renforcera les écosystèmes d'IA entre l'Irlande et la France.

L'Irlande enregistre un record de 491 M EUR d'investissements dans le secteur des Medtech en 2024.

Selon un rapport d'Entreprise Ireland et Pitchbook, le secteur irlandais des technologies médicales et des sciences de la vie confirme sa vigueur en 2024 avec **491,3 M EUR investis dans 89 opérations**. Entreprise Ireland s'impose comme l'investisseur le plus actif au monde dans le secteur, participant à 60 transactions. Aujourd'hui, l'Irlande compte plus de **700 entreprises medtech, dont 400 locales et 9 des 10 plus grandes multinationales mondiales du secteur, employant plus de 100 000 personnes et générant 16 Mds EUR d'exportations**, soit 14% des exportations totales irlandaises. En 2024, l'Irlande affichait le plus grand nombre de transactions dans le domaine par habitant en Europe, avec 1,7 transactions pour 1000 habitants.

Logement

La crise du logement devrait durer encore 15 ans, selon le ministère des Finances.

La crise du logement en Irlande devrait se prolonger au moins jusqu'en 2040, selon le rapport *Future Forty* publié par le Department of Finance. La demande, alimentée par la **hausse démographique** et la **réduction de la taille des ménages**, ne culminerait qu'au début des années 2030. La « demande accumulée » ne se résorberait pas avant 15 ans tandis que **l'offre doit doubler pour atteindre 60 000 logements annuels d'ici 2030**, nécessitant 50 000 travailleurs supplémentaires dans le BTP. Le rapport rappelle aussi **l'impact du sous-investissement passé** : +91% sur les prix immobiliers et + 78% sur les loyers entre 2015 et 2024, contre une inflation générale de 22%.

Le nouveau *Housing Plan* du gouvernement vise à construire 300 000 logements d'ici 2030.

Le gouvernement lance *Delivering Homes, Building Communities 2025-2030*, un plan pour construire 300 000 nouveaux logements d'ici 2030, dont 72 000 logements sociaux et 90 000 logements destinés aux primoaccédants. La *Land Development Agency* (LDA) voit son **budget porté à 8,75 Mds EUR**, grâce à 2,5 Mds EUR supplémentaires pour l'achat de terrains. Le plan inclut une **baisse de la TVA à 9% pour les appartements**, un assouplissement des normes, une réforme des loyers et de nouveaux mécanismes fiscaux. Les aides à l'accession – *Help to Buy* et *First Homes* – sont prolongées jusqu'en 2030.

L'Irlande a la plus grande proportion de personnes vivant dans des maisons dans l'UE.

De nouveaux chiffres d'Eurostat montrent que l'Irlande est le pays de l'UE où les habitants sont les plus susceptibles de vivre dans une maison plutôt que dans un appartement. En 2024, **77,1 % de la population vivait dans des maisons**, contre une moyenne de 51,4 % dans l'UE. Après l'Irlande, les Pays-Bas et la Belgique présentent également des proportions élevées de résidents vivant en maison. À l'autre extrémité de l'échelle, l'Espagne, la Lettonie et Malte enregistrent les proportions les plus faibles de personnes vivant dans des maisons, avec des taux bien en dessous de 40 %.

Energie, environnement et climat

L'Irlande est le deuxième pays de l'UE en termes d'émissions de gaz à effet de serre par habitant et dépasse son premier budget carbone.

Selon le CSO, l'Irlande est, en 2023, le deuxième émetteur de gaz à effet de serre par habitant de l'UE, à **10,4 tonnes contre une moyenne européenne de 6,9 tonnes**. Le pays dépasse son premier budget carbone (2021-2025), avec un **excédent d'environ 10 Mt de CO2 au-delà de la limite fixée à 295 Mt**. L'agriculture et la foresterie génèrent 38% des émissions, notamment à cause du **troisième plus grand cheptel de l'UE** (6,4 M de bovins, 3,6 M d'ovins et 1,5 M de porcins). Les terres sont majoritairement en prairies (61%) et seulement 3,6% des terres agricoles sont cultivées en bio, l'un des taux les plus bas d'Europe. Les émissions totales reculent légèrement (-2% à 53,8 Mt sur 1 an), mais montent à 72,9 Mt en incluant l'aviation. Depuis les années 1990, la baisse reste limitée (-5,4%, contre -18% dans l'UE).

L'Irlande devra dépenser jusqu'à 2,2 Mds EUR par an d'ici 2030 pour s'adapter aux aléas climatiques.

Un rapport conjoint de la Central Bank of Ireland et du Climate Change Advisory Council s'inquiète d'un sous-investissement chronique dans l'adaptation climatique.

Sans mesures supplémentaires, jusqu'à 2,2 Mds EUR/an pourraient être nécessaires d'ici 2030 en **dépenses d'adaptation** alors que **les pertes économiques dues aux inondations et tempêtes** en 2024 ont atteint 1,6 Mds (coûts directs) et 2,5 Mds EUR (en coûts indirects). Plusieurs obstacles sont identifiés : le manque de données locales sur les risques, coûts initiaux élevés, accès fragmenté aux financements et absence de modèle d'investissement capable d'attirer le secteur privé. Le rapport souligne aussi « l'écart de protection assurantielle », les ménages et entreprises ayant souvent une couverture insuffisante ou trop coûteuse.

L'Irlande ne respecte pas les règles européennes en matière de protection de l'eau et est menacée de sanctions financières pour manquements au traitement des eaux usées.

Fin novembre, la Cour européenne de justice (CJUE) a estimé que l'Irlande n'avait pas (ou incorrectement) transposé certains articles figurant dans les directives relatives à la politique de l'eau : l'arrêt de la CJUE a constaté **14 violations de la directive-cadre sur l'eau**. Puis, le 11 décembre, la Commission européenne a annoncé son intention de renvoyer l'Irlande devant la CJUE pour non-respect persistant de la directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, malgré une première condamnation en 2019. Face à des progrès jugés trop lents, Bruxelles demande désormais la mise en place de sanctions financières.

Infrastructures

Le gouvernement annonce une série de réformes majeures destinées à résoudre la crise des infrastructures.

L'Irlande lance son rapport et plan d'action « *Accelerating Infrastructure* », destiné à accélérer les réalisations de projets d'infrastructures, alors que les délais ont doublé en 20 ans. Dans un contexte de **forte croissance démographique** (+33% entre 2015 et 2035), cette inefficacité est d'autant plus problématique qu'elle alimente la pénurie de logements. Le plan vise à lever **12 blocages grâce à 30 actions structurées en quatre piliers** annonçant une réforme juridique (limiter les recours, priorisation des projets nationaux, etc.), une réforme de régulation et de simplification (procédures parallèles, délais statutaires, etc.), une réforme de coordination et de mise en œuvre (renforcement du pilotage central, financements pluriannuels, etc.) et une amélioration de l'acceptation publique (meilleure communication, mobilisation du foncier de l'Etat).

Feu vert politique pour MetroLink, le projet de métro entre l'aéroport de Dublin et le centre-ville, mais les avancées concrètes demeurent incertaines.

Après que le projet MetroLink ait obtenu un permis de construire auprès d'An Coimisiún Pleanála, le gouvernement a approuvé la **création d'un organisme dédié à la livraison du MetroLink**, chargé de piloter le chantier et de simplifier les communications entre les différents acteurs. Néanmoins, la construction du métro devrait nécessiter 8 000 travailleurs, dont une partie devra venir de l'étranger faute de capacités locales. De plus, un recours judiciaire déposé par 19 riverains de Ranelagh (quartier au sud de Dublin) pourrait **repousser le début des travaux de près de 2 ans**. Malgré ces incertitudes, l'exécutif assure que MetroLink démarrera avant la fin du mandat gouvernemental en 2029, tandis qu'une réévaluation complète des coûts, attendue l'an prochain, pourrait encore modifier l'équation financière d'un projet dont l'estimation actuelle (déjà dépassée) est de 9,5 Mds EUR hors TVA et **pourrait atteindre 23 Mds EUR**.

Actualités du Service Economique

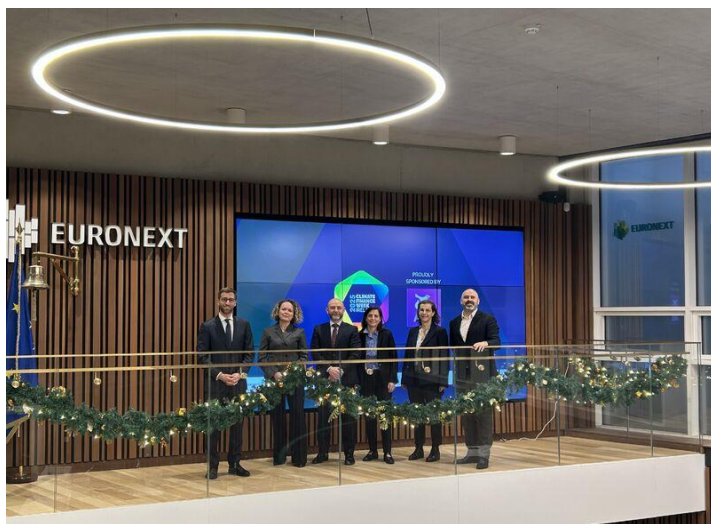
Journée économique France-Irlande



De gauche à droite:
S.E Céline Place, Micheál Martin T.D., S.E Niall Burgess

Jeudi 13 novembre, le SE de Dublin a organisé une journée dédiée à la relation économique bilatérale. Cette journée visait à valoriser le renforcement des liens économiques entre l'Irlande et la France. La journée a été structurée autour de quatre grands événements: la publication d'un **rapport sur l'empreinte économique française** pour valoriser la place grandissante de nos entreprises en Irlande, un « **mini Choose France** » pour promouvoir la France comme terre d'expansion des entreprises irlandaises en Europe, le **Forum économique bilatéral** pour mettre en scène le renforcement des relations entre nos administrations, et le **Gala des Chambres de commerce**. Cette journée a été marquée par la présence continue du gouvernement irlandais notamment par celle du Taoiseach (Premier ministre) Micheál Martin.

Climate Finance Week 2025



De gauche à droite:
V.Madouros, E.J. Joyce, J.Brown, S.E Céline Place, E. Nasse-Bridier, S.Nolan

Mercredi 26 novembre, le SE de Dublin et le PNUD ont organisé à Dublin un événement pour célébrer la coopération franco-irlandaise dans le secteur de la finance, à l'occasion du **10^e anniversaire de l'Accord de Paris sur le climat**. Ouverte par Vasileios Madouros, vice-gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, la rencontre a réuni des experts financiers et du développement durable, dont Emma Jane Joyce (National Treasury Management Agency), Emmanuelle Nasse-Brdier (Axa Climate), Justin Brown (Power Capital Renewable Energy), et Butch Bacani (UNEP). L'événement a réaffirmé l'engagement des deux gouvernements en matière de finance verte, inscrit dans le *Plan d'action conjoint France-Irlande 2021-2025* et dans la *Déclaration d'intention commune sur la coopération en matière de transition énergétique (2023)*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

maxime.auge@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : alais.diebold@dgtresor.gouv.fr